



Réunion du groupe éducation à la citoyenneté mondiale

Le 10 janvier 2017, de 14h30 à 17h

Cités Unies France - 9, rue Christiani, 75018 Paris

Compte-rendu

1. Mot d'introduction & temps introductif

Charles Fournier, président du groupe thématique et vice-président à la Région Centre Val de Loire, se présente ainsi que ses délégations, centrées autour de la démocratie et de la solidarité : délégué à la Démocratie, aux Initiatives citoyennes, au Développement rural, à l'Égalité et à la Coopération. Il rappelle sa volonté d'établir une feuille de route, avec des livrables, pour le groupe de travail. Bien entendu, celui-ci doit aussi rester un lieu d'échange.

Participent pour la première fois à ce groupe les villes de Tremblay-en-France et de Malakoff.

Le **tour de table** permet de partager les questions suivantes :

- Conseils régionaux : re-nomination de la commission internationale de l'association désormais appelée Régions de France, en commission stratégie internationale, plus centré sur l'Europe et sur l'économie. En Ile de France : fin du dispositif d'animation territoriale, mais recensement en cours des comités de jumelage existants et refonte des dispositifs d'appui existante en un seul. En Régions Bourgogne-Franche Comté et Grand Est : maintien des budgets dédiés à la coopération internationale.
- **Comment faire pour travailler en transversalité** entre services d'une collectivité territoriale, sur l'éducation à la citoyenneté mondiale ? Comment faire pour que les autres services se sentent concernés ?
 - o Trouver des arguments service par service, pour susciter l'envie et l'intérêt (jeunesse, social, aménagement du territoire, économie, climat – agenda 21 ;.).
 - o Cf. les argumentaires déjà développés conjointement SSI – CUF ; AFCCRE...
- **Comment intéresser les non convaincus ?**
 - o Jean-Marc Delaunay, chargé d'animation et de développement des réseaux à la **Semaine de la solidarité internationale** explique : le changement du nom de la SSI en « **Festival des solidarités** » a aussi pour raison de pouvoir dépasser la famille des acteurs de la solidarité internationale. Il ne s'agit ni de changer les valeurs ni les objectifs : le respect des droits de chacun.e reste au cœur du projet. Par contre, ce changement de nom est aussi un gage d'ouverture : vers l'ensemble des secteurs de solidarité, vers l'éducation populaire, vers les mouvements de la transition : rechercher aussi une dimension plus opérationnelle insiste Charles Fournier – pas seulement être dans une démarche de convaincre, mais de faire et de faire ensemble. Travailler sur les causes et les conséquences des inégalités. Une opportunité de travailler avec d'autres. Ne serait-ce qu'entre acteurs de la solidarité internationale et acteurs de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Voir aussi : <http://www.lasemaine.org/la-semaine-en-quelques-clics/lactualite-de-la-ssi/la-semaine-de-la-solidarite-internationale-devient-le-festival-des-solidarites>
 - o **En Val de Marne**, le rapport d'orientation du conseil départemental donnera lieu à des ateliers thématiques tout au long de l'année et jusqu'en novembre (ex : politique de la ville, cohésion sociale, jeunesse) pour déboucher, pendant le Festival des solidarités, sur des rencontres de la solidarité internationale.
 - o **En Région Centre Val de Loire**, une nouvelle politique internationale sera présentée en automne, avec pour souhait d'internationaliser l'ensemble des politiques. Pour cela,

le service des relations internationales devra être en mesure de faire une « offre de services » aux autres services. De plus, la nouvelle politique vise à se donner plus de souplesse, en plus de partenariats entre territoires, de pouvoir mener des partenariats de projets.

Information : cette année, le secrétariat tournant des réseaux régionaux multi-acteurs est assuré par MultiCoolor (Lorraine). Une « conférence des présidents » se met en place afin de disposer également d'une parole politique.

2. Quelle feuille de route pour le groupe ?

Les participants prennent connaissance des différents sujets listés lors de la réunion précédente. Il ressort comme priorités :

- Le **plaidoyer** : à l'intention des élus comme de la population ; sortir du jargon. Sous cette entrée, il sera également possible de traiter :
 - o continuité entre solidarité locale et internationale ; entre ECSI et éducation au développement durable ;
 - o prévenir les radicalités (sachant qu'il ne s'agit pas que de radicalités religieuses) ;
 - o la culture de la paix ;
 - o Travail sur un discours et des exemples d'actions incluant les réfugiés ET sur migrants et développement (mention de la campagne autour des idées reçues sur le lien entre migration et développement).
- Quant aux **Objectifs de développement durable « au service d'une compréhension du monde comme de mon territoire »**, il s'agira comment les aborder (dans un plaidoyer général, quels messages, quels outils développer ? Astrid Frey fera passer l'outil développé par l'association des villes flamandes pour sensibiliser les collectivités à leurs possibilités d'agir pour atteindre les ODD (en anglais).
- Un troisième gros sujet concerne **l'éducation** : recenser l'offre de formation autour de l'ECSI (éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) ; travailler à l'intégration de l'ECSI dans différentes formations (par exemple, à destination des travailleurs sociaux) ; suivre et faciliter le chantier d'EDUCASOL sur les liens entre ECSI et acteurs de l'éducation.

Pour chacun de ces items, il sera intéressant de se fixer un ou plusieurs « livrables ».

3. Discussion autour du plaidoyer

Plaidoyer : pourquoi prioriser l'ECSI ? Adapter le plaidoyer (message, usage) aux « cibles ».
Les participants conviennent que les cibles doivent être les élus, mais aussi les citoyens.

Les participants conviennent que c'est bien le conseil exécutif dans sa majorité qu'il convient de convaincre. Ch. Fournier souligne : « l'international doit devenir le projet d'un territoire : il doit figurer dans les sujets des autres ».

L'argumentaire développé par l'AFCCRE intitulé : *les politiques publiques de coopération au développement : quelles réponses aux enjeux de nos territoires ?* est loué comme étant très intéressant. Cependant, assez long, certains territoires comme MulticooLor l'ont « adapté » en produisant une version plus courte (> disponible auprès de CUF).

Une autre manière de le vulgariser serait de proposer des rencontres en région pour « raconter l'argumentaire ».

Le tableau sur es approches d'ECM transmis par Astrid Frey, Cités Unies France, permet de **travailler sur un argumentaire mais aussi sur l'Education à la citoyenneté mondiale de différentes manières** :

- L'ECM comme moyen de « **démocratie locale** » : outil de dialogue et de lien avec les citoyens ⇔ question du « aller vers » les publics) et comme moyen de mieux connaître ce que font les habitants (comment ils s'engagent, ce qui les intéresse ⇔ capter les « nouvelles formes d'engagement » et sujets d'intérêt). Construire avec les habitants, les acteurs. **Outil participatif.**

- L'ECM comme moyen de **traduire les engagements internationaux** sur le territoire : partir des Objectifs du développement durable, des engagements de l'accord de Paris (COP21) et les traduire dans l'existants. Montrer les interdépendances, la **solidarité**.
- L'ECM comme moyen de **sensibiliser et éduquer** en travaillant sur un certain nombre de thématiques. Pour cette entrée, il peut être intéressant de partir d'un diagnostic : où se trouve l'international dans mon territoire ? Ou encore : quelles sont les questions qui font sens sur mon territoire ? Quelles sont les questions de consensus ou de discussion ?

Démocratie alimentaire, alimentation comme enjeu partagé

Fanny Darbois, animatrice du programme AlimenTERRE, présente la réflexion développée à partir du Festival AlimenTERRE. Partir du sujet de l'**alimentation** pour faire de l'ECM. Elle propose de réfléchir à l'alimentation comme « **enjeu partagé** » : en effet, l'alimentation touche à différents aspects (économie, santé, environnement, aménagement du territoire,...), concerne tout le monde et peut s'inscrire facilement dans une démarche de territoire. L'outil de « projets alimentaires territoriaux » (présentation de 4p. téléchargeable ici : <http://agriculture.gouv.fr/telecharger/56046?token>) permet justement, à partir d'un diagnostic partagé, de réfléchir à une alimentation durable, abordant les aspects économiques, sociaux, environnementaux et d'aménagement du territoire. Un tel outil permet ainsi de :

- décloisonner les acteurs ;
- favoriser la participation citoyenne autour d'une question qui les concerne tous !

Aujourd'hui, on parle bien souvent de « **démocratie alimentaire** » : cela regroupe les questions de qualité de la consommation, des modes de production et de distribution, des habitudes alimentaires, de nos liens avec l'environnement au sens large....

Les questions liées à l'alimentation renvoient souvent au très local : il convient de rappeler que c'est par la mise en réseau, les croisements d'expériences et les regards d'ailleurs que peut se dégager cette notion d'enjeu partagé et non de repli sur soi ! Les programmes LEADER européens ont un volet coopération à explorer.

En Région Centre Val de Loire, Mme Christelle de Crémiers est vice-présidente **déléguée au Tourisme, aux terroirs et à l'alimentation**. La question des systèmes alimentaires territoriaux en France comme objet de coopération est largement suivie par Régions de France – un contact à reprendre. A CUF les questions d'agriculture et de sécurité alimentaire sont suivies par Constance Koukouï.

Une participante souhaite que CUF se saisisse de la question suivante, sans que cela relève forcément du mandat du groupe ECM : L'Agence française de Développement soutient des « projets productifs ». Les acteurs de la solidarité internationale sont-ils prêts pour travailler sur ces questions économiques ? Comment les accompagner ?

Il convient de bâtir un discours et des pratiques là-dessus ; la question du modèle économique à promouvoir est aussi un sujet de coopération.

Relevé de conclusion :

- ⇒ pour la prochaine séance, rassembler les argumentaires et outils existants pour aller plus loin.

3. Se rapprocher de l'Education nationale - le chantier « laboratoire des pratiques » d'EDUCASOL

Laurence Rigollet, chef de projet d'EDUCASOL présente le projet de questionnaire au groupe de travail qui vise à recueillir les pratiques d'ECSI développées avec l'Education nationale voire, plus largement, pendant des temps éducatifs. L'échange avec les participants fait ressortir :

- l'importance d'un paragraphe introductif qui explique à quoi ce questionnaire servira, y compris le retour pour celles/ceux qui y répondent ;
- Ce questionnaire doit non seulement servir à mener un plaidoyer, mais aussi à mettre en exergue des bonnes pratiques/ partage d'expériences ;
- l'importance de resserrer le champ du questionnaire a été souligné ;
- la nécessité de cibler un questionnaire par type d'acteurs (éducation nationale ; collectivités ;...) pour que tous se sentent concernés.

- ⇒ en conclusion, Astrid Frey lancera un appel aux participants à faire remonter et partager les bilans disponibles auprès des participants sur les relations développés avec l'éducation nationale/ le monde éducatif en matière d'ECSI. Cela concerne a priori : la Semaine de la solidarité internationale, le Festival AlimenTERRE, les Réseaux régionaux multi-acteurs, des collectifs associatifs... Les informations sont à transmettre à : laurence.rigollet@educasol.org
- ⇒ Il est suggéré à EDUCASOL d'aller vers un outil commun avec l'Education nationale pour recenser ces pratiques, facile mettre à jour.

Synthèse et conclusion

- ⇒ pour la prochaine séance, rassembler les argumentaires et outils existants pour aller plus loin.
- ⇒ La feuille de route est reprise, figure, amendée, dans ce compte-rendu
- ⇒ prochaine réunion du groupe éducation à la citoyenneté mondiale : **le mardi 21 mars, de 10h à 13h.**

Ressources & calendrier :

- 8 février : forum sur la mobilité international des jeunes, à Aubervilliers
- 16-18 mars : Rencontre nationale des acteurs du – désormais – Festival des solidarités, Halle Pajol, Paris 18^e (inscription via : www.lasemaine.org)
- argumentaire : « Les politiques publiques de coopération au développement, quelles réponses aux enjeux de nos territoires », Afccre, juillet 2015 <http://www.centraider.org/actualites/1843-argumentaire--les-politiques-publiques-de-cooperation-au-developpement-queelles-reponses-aux-enjeux-de-nos-territoires---afccre.html>
- Pacte pour la transition : <http://www.transitioncitoyenne.org/le-pacte-pour-la-transition/> cette démarche est portée par des collectifs citoyens
- Documents de campagne sur les « 10 idées reçues entre Migration et développement », <http://www.forim.net/contenu/campagne-europenne-la-voix-des-migrant-e-s-et-des-diasporas-d%C3%A9construire-10-id%C3%A9es-re%C3%A7ues-sur>
- Ebauche de feuille de route pour le groupe éducation à la citoyenneté mondiale.
- Présentation de la mutation de la Semaine de la solidarité internationale en Festival des solidarités, dès 2017, distribué en séance
- Conclusion du CICID 30 novembre 2016 relatives à l'éducation à la citoyenneté mondiale (point 13) <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/aide-au-developpement/evenements-et-actualites-sur-le-theme-du-developpement/autres-evenements-et-actualites-2016-sur-le-theme-du-developpement/article/comite-interministeriel-de-la-cooperation-internationale-et-du-developpement-30> & extrait de la loi d'orientation et de programmation de la politique française de développement et de solidarité internationale, du 7 juillet 2016
- Argumentaire conjoint SSI – CUF, juillet 2015 et contribution du groupe ECM aux Assises du développement et de la solidarité internationale, janvier 2013, distribués en séance.

LISTE DES PARTICIPANTS

Genre	Prénom	Nom	Fonction	Organisme	Courriel
Madame	Emilie	CASTEL	Chargée de mission	CONSEIL RÉGIONAL BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ	emilie.castel@bourgo gnefranchecomte.fr
Madame	Tamara	COSTES	Responsable des Relations Internationales	SAVIGNY LE TEMPLE	relations.international es@savigny-letemple. fr
Madame	Fanny	DARBOIS	Responsable programme AlimenTERRE	CFSI	alimenterre@cfsi.asso. fr
Monsieur	Jean-Marc	DELAUNAY	Chargée de l'animation	FESTIVAL DES SOLIDARITÉS	jm.delaunay@lasemai ne.org
Monsieur	Charles	FOURNIER	Vice-Président	CONSEIL REGIONAL CENTRE VAL DE LOIRE	nadia.aboussi@region centre.fr
Madame	Astrid	FREY	Chargée de mission	CITES UNIES FRANCE	a.frey@cites-unies- france.org
Madame	Mathilde	GALLISSOT	Coordinatrice	MULTICOOLOR	contact@multicolor. org
Madame	Deborah	MOREAU	Responsable des relations internationales	MALAKOFF	dmoreau@ville- malakoff.fr
Madame	Prisca-Diana	NGNINTENG	Responsable coopération décentralisée et solidarité internationale	TREMBLAY EN FRANCE	pd.ngninteng@treubl ayenfrance.fr
Madame	Laurence	RIGOLLET	Chef de projet	EDUCASOL	laurence.rigollet@edu casol.org
Monsieur	Mikael	ROUX	Chargé de coopération décentralisée	CONSEIL RÉGIONAL GRAND EST	mikael.roux@grandes t.fr
Madame	Nadine	THEBAULT	Chargée de mission solidarité internationale	CONSEIL RÉGIONAL CENTRE VAL DE LOIRE	nadine.thebault@regi oncentre.fr
Madame	Christine	TRUJILLO	Chargée de mission aux relations internationales	SURESNES	c.trujillo@ville- suresnes.fr

Madame	Karine	TRYSTRAM	Responsable relations internationales	DEPARTEMENT VAL DE MARNE	Karine.Trystram@valdemarne.fr
Madame	Siloé	VINCENT	Chargée de projets à Via le Monde	DEPARTEMENT SEINE SAINT DENIS	sivincen@seinesaintdenis.fr

Excusés : Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise, CENTRAIDER, Conseil régional Hauts de France, Conseil départemental de l'Isère, Lianes Coopération, Villes de Montreuil